CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 69.612/2
du 5 juillet 2021

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 69.612/2
van 5 juli 2021

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot uitvoering van de wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken'

‡LW-CGHVPDHBC-GJGBCYM‡

Le 16 juin 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 5 juillet 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 juillet 2021.

*

Op 16 juni 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot uitvoering van de wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 5 juli 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 juli 2021.

*

‡LW-CGHVPDHBC-GJGBCYM‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Le projet entend trouver son fondement juridique dans les articles 7*bis*, § 2, alinéa 4 et 15, § 2, alinéa 7, du Code de la nationalité belge.

Invitée à indiquer, en particulier, quelles dispositions de l'arrêté en projet mettent en œuvre l'article 15, § 2, alinéa 7, la déléguée du Ministre a apporté les précisions suivantes :

> « Les articles 1 et 2 du présent projet d'arrêté royal modifient les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration et en ce sens exécutent l'article 15§ 2 al[inéa] 7 du Code de la nationalité belge.
>
> Il est vrai que ce projet d'arrêté royal exécute également l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4 et l'article 21, § 1er, alinéa 3, du Code de la nationalité belge. Ces articles pourraient donc également être cités dans le préambule ».

L'article 7*bis* du Code de la nationalité belge est ainsi rédigé :

> « § 1er. Pour l'application des dispositions du présent Code en matière d'acquisition ou de recouvrement de la nationalité belge, l'étranger doit avoir fixé sa résidence principale en Belgique sur la base d'un séjour légal, et ce, aussi bien au moment de l'introduction de sa demande ou déclaration que durant la période la précédant immédiatement. Tant le séjour légal que la résidence principale doivent être ininterrompus.
>
> § 2. On entend par séjour légal :
>
> 1° en ce qui concerne le moment de l'introduction de la demande ou déclaration : avoir été admis ou autorisé au séjour illimité dans le Royaume ou à s'y établir en vertu de la loi sur les étrangers ;
>
> 2° en ce qui concerne la période qui précède : avoir été admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume ou autorisé à s'y établir conformément à la loi sur les étrangers ou la loi de régularisation.
>
> Pour les citoyens de l'Union européenne et les membres de leur famille visés à l'article 40*bis* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la période entre la date d'introduction de leur demande et la date à laquelle ce droit de séjour leur est reconnu est assimilée à un séjour autorisé au sens du paragraphe 2, 2°.

‡LW-CGHVPDHBC-GJGBCYM‡

Pour les réfugiés reconnus selon la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, la période entre la date du dépôt de leur demande de protection internationale et la date de la reconnaissance du statut de réfugié par le ministre compétent est assimilée à un séjour autorisé au sens du paragraphe 2, 2°.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les documents qui seront pris en considération en tant que preuve du séjour visé à l'alinéa 1er.

§ 3. Dans les cas prévus par le présent Code, le caractère ininterrompu du séjour défini au § 2 n'est pas affecté par des absences temporaires de six mois maximum et ce, pour autant que ces absences ne dépassent pas au total une durée d'un cinquième des délais requis par le présent Code dans le cadre de l'acquisition de la nationalité ».

En vertu du paragraphe 1er, un séjour légal est requis pour la mise en œuvre des procédures d'acquisition [1] ou de recouvrement [2] de la nationalité belge et, par l'effet du paragraphe 2, alinéa 4, le Roi est habilité à déterminer les documents qui seront pris en considération pour démontrer que cette condition est établie.

Les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 'portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration', que le projet entend compléter, mettent en œuvre cette délégation de compétence.

Quant aux articles 15, § 2, alinéa 7, et 21, § 1er, alinéa 3, du Code de la nationalité belge, qu'évoque également la déléguée du Ministre, ils habilitent le Roi à déterminer les actes et justificatifs à joindre respectivement à une déclaration de nationalité et à une demande de naturalisation. Ils sont mis en œuvre par les dispositions des chapitres IV, IV/1, V et V/1 (articles 5 à 13/2) de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Par conséquent, ils ne seront pas visés au préambule dès lors que l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge suffit à procurer un fondement juridique au projet.

*

[1] Articles 12*bis* à 21 du Code de la nationalité belge.

[2] Article 24 du Code de la nationalité belge.

‡LW-CGHVPDHBC-GJGBCYM‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 7*bis*, § 2, vierde lid, en 15, § 2, zevende lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

Naar aanleiding van de vraag welke bepalingen van het ontworpen besluit inzonderheid uitvoering geven aan artikel 15, § 2, zevende lid, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting verstrekt:

> "Les articles 1 et 2 du présent projet d'arrêté royal modifient les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration et en ce sens exécutent l'article 15 § 2 al[inéa] 7 du Code de la nationalité belge.
>
> Il est vrai que ce projet d'arrêté royal exécute également l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4 et l'article 21, § 1er, alinéa 3, du Code de la nationalité belge. Ces articles pourraient donc également être cités dans le préambule."

Artikel 7*bis* van het Wetboek van de Belgische nationaliteit is als volgt geredigeerd:

> "§ 1. Voor de toepassing van de bepalingen van dit Wetboek inzake verkrijging of herkrijging van de Belgische nationaliteit, moet de vreemdeling zijn hoofdverblijfplaats in België hebben gevestigd op grond van een wettelijk verblijf, en dit zowel op het ogenblik van het indienen van zijn verzoek of verklaring als gedurende de onmiddellijk hieraan voorafgaande periode. Zowel het wettelijk verblijf als het hoofdverblijf dienen ononderbroken te zijn.
>
> § 2. Onder wettelijk verblijf wordt verstaan:
>
> 1° wat het ogenblik van de indiening van zijn verzoek of verklaring betreft: toegelaten of gemachtigd zijn tot een verblijf van onbeperkte duur in het Rijk of om er zich te vestigen op basis van de vreemdelingenwet;
>
> 2° wat de voorafgaande periode betreft: toegelaten of gemachtigd zijn om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven of om er zich te vestigen overeenkomstig de vreemdelingenwet of de regularisatiewet.

‡LW-CGHVPDHBC-GJGBCYM‡

Voor de burgers van de Europese Unie en hun familieleden bedoeld in artikel 40*bis* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt de periode tussen de datum van de indiening van hun aanvraag en de datum waarop hun dat recht op verblijf is toegekend, gelijkgesteld aan een gemachtigd verblijf in de zin van paragraaf 2, 2°.

Voor de vluchtelingen erkend overeenkomstig het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 wordt de periode tussen de datum van de indiening van hun aanvraag tot internationale bescherming en de datum van de erkenning van het statuut van vluchteling door de bevoegde minister, gelijkgesteld aan een gemachtigd verblijf in de zin van paragraaf 2, 2°.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welke documenten in aanmerking komen als bewijs van het in het eerste lid bedoelde verblijf.

§ 3. In de gevallen bepaald in dit Wetboek wordt het ononderbroken karakter van het verblijf bedoeld in § 2 niet beïnvloed door tijdelijke afwezigheden van hoogstens zes maanden, voor zover deze afwezigheden in totaal de duur van een vijfde van de in dit Wetboek vereiste termijnen voor verkrijging van de nationaliteit niet overschrijden."

Krachtens paragraaf 1 is een wettelijk verblijf vereist om de procedures tot verkrijging[1] of herkrijging[2] van de Belgische nationaliteit toe te passen en krachtens paragraaf 2, vierde lid, wordt de Koning gemachtigd om te bepalen welke documenten in aanmerking genomen zullen worden om aan te tonen dat aan die voorwaarde voldaan is.

Bij de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 'tot uitvoering van de wet van 4 december 2012 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken', tot aanvulling waarvan het ontwerp strekt, wordt concreet vorm gegeven aan die bevoegdheidsdelegatie.

Bij de artikelen 15, § 2, zevende lid, en 21, § 1, derde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit waarvan de gemachtigde van de minister eveneens gewag maakt, wordt de Koning gemachtigd om te bepalen welke akten en stavingsstukken respectievelijk bij een nationaliteitsverklaring en bij een naturalisatieaanvraag gevoegd moeten worden. Aan die artikelen wordt uitvoering gegeven bij de bepalingen van de hoofdstukken IV, IV/1, V en V/1 (artikelen 5 tot 13/2) van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

[1] Artikelen 12*bis* tot 21 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

[2] Artikel 24 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

‡LW-CGHVPDHBC-GJGBCYM‡

Bijgevolg moet er niet naar verwezen worden in de aanhef, aangezien artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit voldoende rechtsgrond oplevert voor het ontwerp.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER	LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER
Esther CONTI	Pierre VANDERNOOT

‡LW-CGHVPDHBC-GJGBCYM‡